

INTRODUCTION, CONTEXTUALISATION

De quelques éclairages sur la situation actuelle et les marges d'action des associations citoyennes

Pour le Collectif des Associations Citoyennes, ces universités d'été se situent directement dans le prolongement de notre « plénière » du 24 juin et viennent ainsi compléter l'analyse que nous devons avoir de la situation politique telle qu'elle se présente après les échéances électorales importantes du 1^{er} semestre 2017.

TENTER DE COMPRENDRE...

Grâce au travail de Didier Minot, nous venons de produire un document intitulé « les associations citoyennes face aux projets d'Emmanuel Macron » et sans répéter notre analyse trop longuement ici, nous pouvons en donner quelques éléments, de façon impressionniste, pour surtout insister sur la façon de construire des alternatives et des solutions face aux impasses qu'on peut identifier.

La séquence politique qui s'achève marque, en effet, un recul du fonctionnement démocratique tel que nous le connaissions jusqu'à présent (accroissement sans précédent du niveau d'abstention, effondrement des partis dominants, etc.) et un pas de plus dans l'imposition de la pensée néo-libérale nous intimant de devenir tous entrepreneur (« chacun doit prendre des risques »). Dans cette perspective, les statuts sociaux acquis, la protection de la loi même, deviennent des freins à la « réussite », à la liberté d'entreprendre.

Dans ce modèle « *start-up nation* » mis en avant, les associations, même affaiblies, gênent. Elles ne sont plus une richesse mais un coût, du point de vue du politique comme de celui du technocrate. Le projet est donc ainsi explicité par un proche d'E Macron, Christophe Itier (président du Mouves et directeur de la Sauvegarde du Nord et par ailleurs candidat LREM perdant aux dernières législatives) quand il prédit sur chorum.fr en septembre 2016 qu'un tiers voire la moitié des associations actuelles auront disparu de la carte dans 20 ans et qu'il regrette que « *malheureusement, le mouvement de concentration des acteurs associatifs ne se fait pas assez rapidement (sic!)* »

Sous l'effet des politiques d'austérité et de raréfaction de l'argent public, les projets associatifs ont été de plus en plus mis à mal, voire supprimés ces dernières années. Leur instrumentalisation n'a jamais été aussi grande, y compris hélas lorsque subsistent des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs qui ont tendance à être de plus en plus directifs et ressembler comme deux gouttes d'eau à des appels d'offre.

Et ce n'est pas tout, dans ce contexte qui accroît la concurrence entre elles et les poussent dans une logique « gestionnaire » à renoncer à leur objectifs politiques, les associations doivent également faire face à une autre problématique que nous avons particulièrement travaillé ces derniers temps au CAC : la transformation de leur mission dans une optique sécuritaire ! Cette tendance remonte largement avant l'instauration de l'État d'urgence car ce processus de restriction des libertés publiques s'est accélérée depuis 2001 (même si, pour nous, il conviendrait de remonter jusqu'à 1972 et la loi Pleven). Mais force est de constater qu'il n'est plus rare au CAC d'avoir des informations sur des atteintes graves aux libertés associatives et certaines autorités publiques n'hésitent plus à demander à des acteurs

associatifs de devenir finalement des supplétifs de la police (c'est le cas notamment dans des appels d'offres pour venir en aide aux réfugiés).

Et ce n'est toujours pas tout... Nous devons pour compléter l'analyse, finir sur un point important, une évolution marquante de la pensée néo-libérale. En effet, il nous semble qu'elle est devenue plus subtile, plus pernicieuse et plus dangereuse qu'à l'époque de la société du Mont-Pèlerin, où Friedrich Hayek ou Milton Friedman avaient une approche très brutale en termes d'économie politique et ouvertement anti-démocratique.

La pensée néo-libérale « nouvelle génération », au contraire, dissimule davantage son projet profondément inégalitaire et brouille les pistes, notamment sur la question sociale. Nous avons contribué, à notre niveau, modestement, à montrer cela en décodant les SIB¹ et la montée en puissance de l'entreprenariat social, notamment dans notre livret *Quand le social finance les banques et les multinationales*. Ainsi, il ne s'agit pas d'abandonner le social mais de le transformer ! Le secteur social devient un marché. Et c'est le cas également dans l'ensemble des autres secteurs d'activités couvert par les acteurs associatifs (la culture, l'humanitaire, les loisirs, l'accès au droit, l'environnement...) nous assistons à un discours et des actes qui donnent la prééminence à l'entreprise et au modèle de réussite individuelle plutôt qu'à des projets collectifs, à fortiori quand ils n'ont pas de visée lucrative.

Le social n'est donc pas exclu de cette nouvelle forme de pensée néo-libérale, au contraire, il est la cible d'intérêts privés, concernant sa partie solvable... Le reste étant renvoyé à la charité et à la philanthropie. Nous l'avons souvent dit, un discours illustre bien ce nouveau dogme, il s'agit du discours sur « l'investissement à impact social » de Sir Ronald Cohen, président de la task force. A la manière de C. Itier, S. Cohen s'inscrit sur le temps long pour dire qu'il est confiant et qu'il faudra une décennie ou deux pour remporter ce combat idéologique... Hélas, pour le monde associatif, la victoire d'E. Macron oblige à se demander si le néo-libéralisme n'a pas pris une sérieuse avance sur le calendrier.

... POUR MIEUX AGIR

Si la lucidité nous commande de dresser le type de constats exposés ci-avant, nous ne sommes pas pessimistes pour autant... La précarisation, l'ubérisation généralisée, le rapprochement avec le modèle allemand de l'emploi précaire, ne sont pas des fatalités dans un pays qui s'est construit en profondeur grâce au rôle déterminant de la société civile et des associations, rôle historique que nous revisiterons dans ces actes grâce à JL Laville et M Riot-Sarcey... Le but de ces trois jours d'université d'été est d'y voir plus clair collectivement sur les façons de reprendre l'offensive et sur les manières de raffermir notre volonté d'aller vers le bien commun et le vivre ensemble grâce à nos projets associatifs, qui sont autant de réponse à l'atomisation de la société et la progression de l'individualisme.

Pour le CAC, il s'agit de prolonger et d'actualiser ses combats. Sur le lien entre justice sociale et action pour le climat par exemple, cette articulation entre actualisation des enjeux de solidarité et préoccupation écologiste est déterminante. Et elle peut nous permettre de tracer des perspectives porteuses d'espoir en interrogeant des notions comme les communs et donc en appréhendant

¹ SIB : « Social Impact Bond » (ou CIS « Contrat à Impact Social » en français), nouvelle forme de contractualisation entre associations et collectivités publiques s'apparentant à des PPP Partenariat Public Privé

différemment la question de la propriété... C'est-à-dire rien de moins que le socle structurel de la société, le fondement de l'ordre social...

De la même façon, il nous faut continuer à travailler pour se réapproprier l'économie. L'économie ce n'est pas que le marché contrairement à ce que nous assèment les économistes orthodoxes dans les médias. A ce titre, l'héritage d'un théoricien comme K. Polanyi auquel JL. Laville se réfère souvent est extrêmement important pour se permettre de penser une possible dimension solidaire de l'économie, grâce notamment aux principes de redistribution ou de réciprocité. Nous aurons grâce à la présentation de la Gonette, la monnaie locale de Lyon, un exemple en acte de la manière de mettre en œuvre de nouveaux fonctionnements économiques et vous verrez que tout cela est très prometteur.

Le numérique également permet de renouveler notre réflexion et grâce à l'exposé de Framasoft nous aurons des éléments de compréhension pour situer l'importance de la lutte engagée par les tenants des logiciels libres, un combat qui appelle la mobilisation du secteur associatif.

S'il faut pouvoir faire face à ces grandes thématiques (écologie, solidarité, réappropriation de l'économie, numérique...), il faut également être capable d'introspection et de remettre en cause ses propres pratiques. Ce n'est qu'au prix de cet effort que nous pourrons plus efficacement résister et construire un autre modèle de société, conjuguant mieux liberté et égalité. Cela passe par exemple par un questionnement permanent sur le langage, quels mots utilise-t-on ? Nous parlions du combat idéologique, il faut reconnaître qu'il passe par un combat qui peut sembler anodin ou secondaire mais qui est décisif : celui sur le vocabulaire. Par exemple, est-ce la même chose de parler de charges sociales (c'est ce mot que l'on entend le plus souvent dans les médias) ou de cotisations sociales ? Est-ce la même réalité que l'on décrit si on utilise le mot de migrants (c'est ce mot que l'on entend le plus souvent dans les médias) ou de réfugiés ? Engage-t-on la même vision du monde (et donc des actions à entreprendre) si l'on préfère le mot de « publics » *défavorisés* (sous-entendant un simple manque de chance et donc une vision fataliste du monde) ou *en difficultés* ou encore *exploités* ?

Il s'agit également en permanence d'améliorer les fonctionnements de nos propres associations, leur mode d'organisation démocratique, la façon dont nous sommes amenés à mettre en cohérence des méthodes de travail avec nos objectifs d'éducation populaire. Ces trois jours de rencontre ont aussi pour but d'échanger pour s'améliorer et naturellement être plus en lien....